



CHRONIQUES DES NOUVELLES CONFLICTUALITÉS



Le 51^e État désuni

Par Danny Gagné

Avec maintenant neuf mois de recul, il ne fait aucun doute que le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a eu un impact négatif, autant économiquement que socialement, sur les relations canado-américaines. Dans l'ombre de nos querelles de voisinage, des acteurs malveillants s'affairent à élargir le fossé entre nos deux pays.

C'est à grand renfort de tarifs commerciaux que Trump a débuté son deuxième mandat et a entamé ce nouveau cycle de la politique étrangère américaine. Les économies du Canada et des États-Unis étant étroitement intégrées, l'annonce des nouvelles mesures commerciales du président a fait trembler Ottawa autant que la population canadienne. Faisant volte-face sur des décennies de relations quasi fraternelles, Trump désigne maintenant le Canada comme l'un des [pires partenaires](#) commerciaux des États-Unis.

Véritable onde de choc pour Ottawa, les tarifs entrent en vigueur le 4 mars, à moins de deux mois des élections fédérales du 28 avril. Le Parti conservateur, qui semblait se diriger vers un gouvernement majoritaire, plie l'échine pour finalement retrouver les bancs de l'opposition. Alors que le Canada est en perte de repères quant à ses relations avec Washington, les médias sociaux vont servir de vecteurs à des acteurs malveillants cherchant à instrumentaliser la situation à des fins stratégiques, que ce soit pour envenimer les relations entre les deux pays ou pour miner l'unité canadienne.

Le Canada, 51^e État américain

Au cœur de la querelle canado-américaine, et en pleine campagne électorale, des déclarations du président Trump mènent à une véritable levée de boucliers de la population canadienne : le Canada devrait devenir le [51^e État américain](#). Cela lui assurerait sécurité et prospérité, prétend ce dernier. Ce n'était pas la première fois que Trump suggérait cette idée, mais son insistance et le contexte électoral canadien donnaient soudainement l'occasion aux acteurs malveillants de tirer profit de la situation pour tenter d'alimenter la grogne parmi les Canadiennes et Canadiens.

Utilisant cette missive, les médias sociaux s'emballent, et pas toujours de manière authentique. En avril, la firme Reset Tech note l'existence d'un réseau de [73 comptes](#) suspects sur X qui sont utilisés pour amplifier le mot-clic #51state. Ils propulsent également un narratif fictif selon lequel un certain nombre de grandes entreprises souhaiteraient quitter le territoire canadien. Selon la firme, il ne pourrait s'agir que de la pointe de l'iceberg. Les profils sont également utilisés pour repartager du contenu similaire produit par des médias affiliés à la droite américaine, mais aussi par des organes canadiens associés à une droite friande de théories du complot, comme le Canada Free Press et le Post Millennial.

Ces comptes vont aussi mousser les publications d'acteurs politiques favorables à l'annexion et attaquant la souveraineté économique du Canada. C'est le cas de [Greg Abbott](#), gouverneur du Texas, qui juge que le Canada est de toute façon soumis économiquement au Texas, que son économie est plus puissante et qu'il n'hésitera pas à faire la vie dure au Canada si ce dernier met en place des contre-tarifs. En partie propulsée par X, la publication va rejoindre 37 millions d'utilisateurs. Le compte de Naomi Wolf — influenceuse canadienne anti-vaccin devenue annexionniste — suivi par près de 500 000 abonnés va aussi servir de rampe de lancement pour faire circuler le mot-clic #51state. Des signes d'amplification inauthentique automatisée sont également apparents : des comptes fictifs vont massivement et simultanément partager du contenu similaire.

Une autre opération d'influence s'organise alors que le 11 avril, le premier ministre Carney met sa campagne électorale sur pause pour aborder la question des tarifs américains en conférence de presse. Le [DFRLab](#), un organisme qui étudie la



désinformation, expose à la fin avril un réseau de bots amplifiant de manière coordonnée du contenu suggérant que Mark Carney serait à la solde de la Chine, ce qui expliquerait sa volonté de tenir tête à Donald Trump au sujet des tarifs. Le réseau est utilisé pour partager des publications de Canada Proud, un groupe d'activistes qui utilise les médias sociaux pour promouvoir des publications de Pierre Poilievre afin de favoriser son élection.

La signature de Moscou ?

Si une partie du contenu diffusé n'est pas authentique, qui est derrière ces réseaux et à quelles fins ? Certains signes pointent dans la direction de la Russie. Des sbires de Moscou se sont affairés à jeter de l'huile sur le feu. Tim Pool, créateur de contenu pour [Tenet Media](#), une plateforme médiatique américaine financée par Moscou, s'est lancé dans l'arène pour lui aussi appeler à l'annexion du Canada. En fait, depuis février 2025, [Pool](#) est à l'œuvre sur X alors qu'il propose de détruire l'économie canadienne pour ensuite prendre le contrôle du pays.

En septembre, un rapport de la firme de cybersécurité [Insikt Group](#) fait la lumière sur une nébuleuse de comptes et sites internet créés par intelligence artificielle et hébergés en Russie. Baptisée CopyCop, elle œuvre dans plusieurs pays pour miner le support occidental à l'effort de guerre ukrainien. Rien de nouveau sous le soleil ? Pas tout à fait. Parmi cette nébuleuse, on retrouve des sites qui font la promotion de l'indépendance de l'Alberta. Le revers électoral des conservateurs en avril 2025 ravive la flamme de l'indépendantisme albertain et ouvre un nouveau front pour les tentatives d'influence étrangère.

Si le sentiment nationaliste albertain trouve ses racines dans un véritable mouvement populaire, il sera cependant instrumentalisé dès mai pour

entamer le tissu social canadien. Le portail albertaseparatist.com, l'un des sites repérés par le Insikt Group, qui est propulsé lui aussi par l'intelligence artificielle, recycle les grandes lignes des griefs albertains face à Ottawa et Québec. Affiliés à ce site, on retrouve des comptes sur différents médias sociaux, dont TikTok et YouTube. Parmi les publications répertoriées, on retrouve des « études » qui recadrent le projet du 51^e état, cette fois dans le contexte albertain, et avancent notamment que la province canadienne aurait beaucoup à gagner d'une annexion par les États-Unis.

Changement de narratif

Si on prend seulement l'exemple de CopyCop, on remarque que les narratifs cherchant à freiner le support à l'Ukraine évoluent du côté européen. Outre le Canada, d'autres cibles sont aussi visées, notamment [l'Arménie et la Moldavie](#). Dans cette région, on tente de donner une légitimité aux intérêts géopolitiques russes. D'autres vecteurs de propagande affiliés à Moscou, tels Portal Kombat et InfoDefense, sont mobilisés pour amplifier les publications de la nébuleuse CopyCop. Pourquoi ce soudain changement de narratif ?

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir en janvier représente la tempête parfaite pour déstabiliser le bloc occidental. Plusieurs ne considèrent plus le géant américain comme digne de confiance et les limites de la coopération, notamment au sein de l'OTAN, sont maintenant testées sur une base quotidienne.

Bien qu'on ne puisse pour l'heure confirmer une connexion russe entre ces différentes campagnes d'influence, elles visent peut-être à diviser et isoler les alliés des États-Unis. Après plus de trois ans

de guerre en Ukraine, le narratif pro-russe semble s'épuiser. La rhétorique belliqueuse de Donald Trump envers le Canada représente probablement une occasion de paralyser l'appareil politique canadien en divisant la population sur d'autres lignes de fractures.

Alors que la deuxième présidence de Donald Trump est encore jeune, le Canada doit demeurer prudent face aux efforts de déstabilisation. Les effets des tarifs sur l'économie nationale sont de plus en plus tangibles, et la solidarité canadienne, qui s'est refait une santé avec l'arrivée au pouvoir du 47^e président américain, se fragilise plus le temps passe. Le projet de [loi 54](#) — introduit par le gouvernement albertain à la suite de la victoire de Mark Carney et qui doit faciliter la tenue de référendums d'initiative populaire — pourrait d'ailleurs mener à des débats constitutionnels sur l'avenir de la province au sein du Canada.

Le gouvernement Carney est minoritaire et devra sans doute composer avec les multiples volte-face de son homologue américain qui mène, d'une certaine manière, sa propre campagne d'ingérence contre le Canada. Autant d'occasions pour des intérêts malveillants d'entamer des relations fraternelles que l'on tenait, il n'y a pas si longtemps, pour acquises.

Danny Gagné est chercheur à l'Observatoire des conflits multidimensionnels de la Chaire Raoul-Dandurand.

Pour en savoir plus sur la Chaire Raoul-Dandurand et ses travaux : <https://dandurand.uqam.ca>.